

Unité bi-départementale de la Charente et de la Vienne
43, rue Duroselle
16 000 Angoulême

Angoulême, le 20/01/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 08/01/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

AFM RECYCLAGE

19 Chemin de Guiteronde

--

33140 Villenave d'Ornon

Références : 2026_74_UbD16-86_Env
Code AIOT : 0100030926

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/01/2026 dans l'établissement AFM RECYCLAGE implanté 95 Route de Paris -- 16160 Gond-Pontouvre. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le 23 septembre 2023, AFM Recyclage dépose un dossier de demande d'autorisation environnementale relatif à la création d'un centre de transit, regroupement et tri de déchets sur la commune du Gond-Pontouvre. Après étude du dossier et sollicitation de différents services, une demande de compléments du 21 décembre 2023 est formulée par l'inspection des installations classées au pétitionnaire.

Parmi ces compléments – et sur avis du service eau environnement risque/protection des milieux aquatiques (SEER/PMA) de la direction départementale des territoires (DDT) de la Charente – figure la fourniture d'une étude de caractérisation préalable d'une zone humide.

Le 23 janvier 2024, le bureau I2C, à la demande du pétitionnaire, sollicite un rendez-vous sur site avec la DDT afin d'échanger sur la demande de compléments.

Le 26 janvier 2024, la DDT se déplace sur le site d'AFM Recyclage pour échanger avec le bureau d'études. La DDT constate que les travaux de terrassement, susceptibles d'avoir été réalisés au niveau d'une zone humide non caractérisée, ont débuté, et elle porte ce fait à la connaissance de l'inspection.

Le 12 mars 2024, la DDT sollicite la présence de l'inspection lors d'une visite sur site, organisée dans le cadre d'une réunion avec le pétitionnaire. À l'issue de cette rencontre, le cabinet GREUZAT est mandaté afin de réaliser une étude zone humide, destinée à confirmer la présence de la zone humide ainsi qu'à en préciser le périmètre et le dimensionnement.

En mars 2024, le cabinet Greuzat transmet le rapport relatif à l'étude de la délimitation des zones humides, lequel met en évidence la présence d'une zone humide d'environ 953 m² impactée par les travaux sur la partie sud des terrains concernés.

En mai 2024, le cabinet Greuzat transmet la notice technique relative aux mesures de restauration de cette zone humide affectée par les travaux sur cette même emprise.

Par courrier en date du 26 septembre 2025, la DDT autorise le cabinet Greuzat à engager les travaux de restauration de la zone humide, avec un démarrage des opérations fixé au 5 janvier 2026.

Cette inspection inopinée s'inscrit dans le cadre de l'instruction de la demande d'autorisation environnementale d'AFM.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AFM RECYCLAGE
- 95 Route de Paris – 16160 Gond-Pontouvre
- Code AIOT : 0100030926
- Régime : Néant
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Zone humide	Code de l'environnement, article L.211-1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La présente inspection a permis de constater le démarrage effectif des travaux de restauration de la zone humide impactée, conformément au calendrier prévisionnel établi, lequel est à ce stade respecté.

Aucune autre activité que celles strictement liées aux opérations de restauration n'a été observée lors de la visite. Aucune anomalie apparente n'a été relevée à l'issue de ce contrôle.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Zone humide

Référence réglementaire : Code de l'environnement, article L.211-1
Thème(s) : Risques chroniques, Restauration de la zone humide
Prescription contrôlée : I.-Les dispositions des chapitres Ier à VII du présent titre ont pour objet une gestion équilibrée et durable de la ressource en eau ; cette gestion prend en compte les adaptations nécessaires au changement climatique et vise à assurer : [...] 7° Le rétablissement de la continuité écologique au sein des bassins hydrographiques. [...]
Constats : Lors de la visite inopinée effectuée ce jour (08/01/2026), l'inspection a constaté que les travaux de restauration de la zone humide impactée par les opérations de terrassement, représentant une superficie totale de 953 m ² , sont en cours de réalisation. Ces travaux font suite à l'étude zone humide réalisée par le cabinet GREUZAT, menée à la demande du service Environnement, Eaux et Risques de la DDT de la Charente (DDT16). Conformément au calendrier prévisionnel établi dans ce cadre, le démarrage des travaux était programmé au 5 janvier 2026, pour une durée estimée à environ un mois. Au moment de la visite, deux engins de chantier de la société CDES étaient présents et en activité sur le site. La société CDES, située 2 chemin du grand Came 33310 Lormont, est spécialisée dans la gestion, la protection et l'aménagement des milieux aquatiques. Aucune autre activité que celles liées aux travaux de restauration de la zone humide n'a été observée. Toutefois, il a été constaté que, malgré l'activité des engins de chantier, des oiseaux de type aigrette, espèce habituellement associée aux milieux humides, étaient présents sur la zone concernée par les travaux.




Type de suites proposées : Sans suite